

Session consacrée à l'examen du Budget supplémentaire

Le vendredi 3 juillet 2009

Intervention de Claude GEWERC
Président du Conseil régional de Picardie

*

* *

Sous réserve du prononcé

Mesdames, Messieurs,

Cher(e)s collègues,

Nous sommes aujourd'hui réunis pour notre budget supplémentaire. Cet exercice s'inscrit dans un contexte particulièrement difficile pour nos concitoyens. C'est en pensant à eux que nous avons travaillé sur ce document budgétaire et sur l'amendement qui le complète.

Défendre notre économie régionale, l'accompagner pour construire un autre avenir, promouvoir une solidarité active, telles sont les grandes orientations que nous avons voulu mettre en œuvre et dont les documents qui vous sont soumis sont la concrétisation.

Il s'agit d'abord, comme l'a constaté le CESR, de mettre tout en œuvre pour l'accélération des programmes d'investissement liés aux grandes infrastructures, prévus au Contrat de projets Etat-Région. 71 millions d'euros d'autorisations de programmes y sont consacrés. C'est le résultat de notre mobilisation sur ces dossiers, du travail en profondeur qui a été initié au sein de la coordination des Présidents de Région du Grand Bassin Parisien. Je veux ici, à cette occasion, saluer

la qualité du travail de notre direction des Transports et l'implication de Daniel BEURDELEY, notre Premier Vice-Président.

S'agissant des programmes routiers, vous le savez, nos contrats avec les départements y consacrent des moyens pour solde de tout compte, liberté leur étant laissée de les affecter ou pas au PDMI récemment annoncé par l'Etat. C'est le choix qu'a fait le département de l'Aisne et nous en tirons les conclusions pratiques sans pour autant, bien évidemment, remettre en cause l'économie générale du contrat. Il n'a jamais été question de transférer des crédits liés aux réalisations HQE au profit des routes, mais tout simplement d'adapter la mise en place de nos crédits de paiement au niveau d'avancement des dossiers. Notre objectif commun est bien évidemment d'engager le maximum de travaux.

Au-delà de notre action sur les infrastructures, ce sont tous nos moyens que nous mobilisons pour défendre l'emploi et initier une autre logique de développement, seule vraie réponse à la crise en Picardie comme ailleurs.

L'énergie et l'action économique sont au cœur des propositions qui sont faites. Pour ce qui concerne la maîtrise de l'énergie et la lutte contre le réchauffement climatique, il s'agit à la fois de mettre en place des crédits conséquents et des outils permettant une véritable dynamique régionale. En abondant de 9,5 millions d'euros notre intervention en faveur des particuliers, c'est à la fois leurs factures d'énergie que nous contribuons à alléger et c'est 100 millions de travaux que nous contribuons à générer. Mais nous allons plus loin en participant à la création d'une société de capital risque « énergie développement durable » dont le capital initial devrait être de 12 millions d'euros. Cet outil innovant permettra à notre région d'être un partenaire actif de la réalisation de plusieurs centaines de millions d'euros d'investissements en particulier dans des centrales de cogénération électricité/vapeur, en utilisant notamment nos ressources en bois. C'est ainsi toute une filière que nous contribuons à organiser et à renforcer avec par ailleurs la mise en place d'une coopérative d'intérêt collectif avec les acteurs de la filière bois.

Nos services, et notre Vice-Président Pascal DACHEUX, se sont complètement mobilisés sur ces projets qui viennent après les réseaux de chaleur.

Au-delà des investissements et des emplois, c'est un nouveau modèle de développement que nous construisons pour la Picardie en faisant de la production et de la maîtrise de l'énergie un avantage concurrentiel décisif pour notre industrie.

C'est aussi une autre philosophie de l'intervention économique que nous concrétisons, en privilégiant la participation au capital ou l'avance remboursable à la subvention. C'est dans cet esprit que sont abondées nos participations à Picardie Investissement et Picardie Avenir, qu'est renforcée notre ligne d'avances. Dans la même logique, et conformément aux engagements pris en décembre, notre concours à OSEO permet de monter à 100 millions d'euros notre capacité de garantie.

Cette approche dans la durée doit nous permettre une plus grande efficacité avec des engagements budgétaires moindres. Les effets de levier constatés sont de 1 à 10, voire de 1 à 20 dans certains cas.

Nous gardons toutefois des formes d'intervention classiques en termes de subventions pour les TPE, sur des lignes dont les taux de consommation illustrent le dynamisme maintenu de la création d'entreprises dans notre région.

Renforcer notre capacité d'intervenir n'aurait pas de sens sans la valorisation des aptitudes et des compétences, c'est pour cette raison que ce budget supplémentaire conforte encore les moyens que nous y consacrons.

De la même manière, comme chacun sait, les crises sont dangereuses pour le lien social. Rien mieux que la vie associative ne peut contribuer à l'entretenir et à le renforcer. C'est pour cette raison que nous maintenons notre effort en faveur des emplois solidaires qui tiennent aujourd'hui une telle place dans la vie régionale qu'on aurait même du mal à imaginer qu'ils n'aient jamais été créés. Ils ont une avocate convaincante avec Laurence ROSSIGNOL.

J'ai conscience, à ce stade de mon intervention, de laisser de côté de nombreux champs d'intervention régionale en sport, culture, santé, lutte contre les discriminations, logement, recherche et innovation, aménagement du territoire. Les

échanges qui vont suivre, j'en suis persuadé, permettront de compléter mon propos et de montrer la mobilisation de tous les élus concernés.

Avant de conclure, je voudrais juste dire un mot sur le tourisme auquel nous consacrons 1,7 million d'euros supplémentaire pour permettre à notre Comité régional du Tourisme de financer cette belle campagne qui donne une image attractive et surprenante de la Picardie et dont les résultats ont été immédiatement perceptibles.

Mes Chers Collègues, les documents budgétaires qui vous sont soumis illustrent l'implication de toute une équipe qui se bat, pied à pied, pour répondre le plus concrètement possible aux difficultés de nos concitoyens, et surtout pour valoriser les atouts d'une région qui, dans tous les domaines, redresse la tête.